

COMMUNIQUE DE LA JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE METZ

COMMENT PENALISER LES MEILLEURS

La masse des salaires est une assiette bien commode pour les taxes et cotisations. Le financement des mesures récentes en faveur de l'emploi des jeunes n'y fait pas exception, avec la création d'une cotisation supplémentaire pour les entreprises passibles de la taxe d'apprentissage et une contribution obligatoire de 0,2 % des salaires à la charge des entreprises occupant au moins dix salariés. Il représente donc une charge d'autant plus lourde que l'établissement emploie déjà une main-d'oeuvre nombreuse.

Ce paradoxe n'est pas nouveau. La circulaire du 20 juillet 1977 en ajoute d'autres : pratiquement elle pénalise les employeurs soucieux de formation. Deux dispositions illustrent cette affirmation.

Parmi les premiers à faire un effort en faveur des jeunes demandeurs d'emploi, certains chefs d'entreprises ont accepté de conclure des contrats "Emploi-Formation". Leurs charges à ce titre ne peuvent s'imputer sur leurs nouvelles obligations ...

Depuis 1971, les entreprises occupant au moins dix salariés doivent consacrer 1 % de la masse des salaires à la Formation Professionnelle Continue. Un employeur dans ce cas peut s'acquitter de son obligation sans pour autant engager d'action au bénéfice de son personnel. Pour lui, pas de charge supplémentaire : sa nouvelle contribution de 0,2 % sera prélevée sur les sommes qu'il verse à un Fonds d'Assurance Formation ou à un groupement professionnel. Au contraire, l'employeur qui a engagé la totalité de sa participation pour l'année 1977, en faisant organiser des stages, n'est pas libéré de sa contribution exceptionnelle. Ainsi est-on assuré que toutes les entreprises vont contribuer, serait-ce au prix d'une discrimination absurde.

Est-ce la bonne méthode pour arriver au plein emploi ?